

3€

regards

N°44/OCTOBRE 2014



**À QUOI
SERVENT LES
FRONDEURS ?**

RÉPONSES DE

BARBARA ROMAGNAN

ERIC COQUEREL

OLIVIER DARTIGOLLES

PIERRE-FRANÇOIS GROND

SANDRA DEMARCO

ELISE LOWY

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Raim, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°44

p.4 Autoportrait

Aurélie Trouvé

p.6 Dossier

À quoi servent les frondeurs ?

p.26 Hervé Le Bras

L'Atlas des inégalités

p.28 Essais

Edwy Plenel, Pour les musulmans

p.32 Isabelle Lorand

L'alternative politique à la trahison

Liberté, égalité, familleS

La famille est chamboulée. L'émancipation des femmes, les divorces de masse ou l'affirmation de couples gays et lesbiens bouleverse sa forme traditionnelle. Et c'est heureux. Si l'espace familial est selon différentes enquêtes d'opinion réinvesti positivement par le grand nombre, c'est en partie qu'il est vécu comme moins enfermant qu'autrefois. Progressivement, la famille se conjugue au pluriel. Elle tend à échapper à l'injonction normative du « papa, maman et les enfants pour la vie, quoiqu'il arrive ».

La volonté d'échapper aux schémas anciens n'est pas toujours simple à décliner dans la vraie vie. Les repères sont brouillés ce qui peut être déroutant. La pesanteur des traditions se mêle au désir d'invention de nouvelles façons de faire famille. Cette tension s'exprime dans le quotidien de chacune et chacun comme sur le champ politique et social. Le succès de la Manif pour tous s'accompagne d'une adhésion croissante - sur quelques décennies - à l'idée du mariage et de l'adoption pour les couples de même sexe. Que s'expriment des résistances au processus alliant liberté et égalité dans la famille n'est pas étonnant. Ces mouvements ont vu juste : oui, les fondements de l'ordre des sexes et des sexualités sont attaqués. Il ne sert à rien de raconter que les réactionnaires n'ont pas besoin de hurler car il ne s'agirait que d'un simple droit pour quelques-uns. Le mouvement progressiste enclenché à la fois sur le terrain juridique, social et politique porte bel et bien d'une remise en cause des normes traditionnelles qui enferment la famille dans un carcan et figent les identités féminines et masculines dans des rôles préétablis. La réaction s'aiguisé donc là où le bouleversement se produit, s'argumente, devient réalité. Il y a pourtant fort à parier que la droite ne reviendra pas sur les nouveaux droits obtenus. S'il faut rester vigilant pour défendre les acquis, il est tout aussi nécessaire d'avancer sur le chemin de la remise à plat de l'ensemble des politiques familiales pour les rendre concrètement au service de l'égalité et de la liberté. Le quotient familial est injuste, il doit être repensé. Les places en crèches sont insuffisantes, elles doivent être massivement créées. Les tâches domestiques sont inégalement réparties, il faut inciter les hommes à s'y coller. Le gouvernement ne comprend visiblement pas ces enjeux, remisant tout au service de son obsession qu'est la réduction des dépenses publiques. Les coupes sèches annoncées dans les budgets des politiques familiales l'illustre. Au nom de l'égalité ? Quelle blague. ↪ **CLÉMENTINE AUTAIN**



Aurélie Trouvé

répond à notre questionnaire de Proust



Coprésidente d'Attac France de 2006 à 2012



Ingénierie du GREF et docteure en sciences économiques



Maître de conférences à l'Établissement national
d'enseignement supérieur agronomique de Dijon

Ma vertu préférée

La générosité. Si elle était partagée par tous, le monde n'en serait pas là.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Leur sincérité.

Mon principal défaut

Allez, je l'avoue, j'ai été fan de « Plus belle la vie ».

Mon occupation préférée

Randonner en montagne. Ce qui m'arrive trop peu souvent.

Mon rêve de bonheur

Une ville sans gaz d'échappement (je suis cycliste).

Ce que je voudrais être

Rien d'autre que ce que je suis : j'ai eu beaucoup de chance dans ma vie et pour l'instant, je n'ai pas de regret.

Le pays où je désirerais vivre

Un pays qui ne serait pas dominé par la finance. Un pays où nous cesserions d'être résignés face aux 1% de privilégiés.

Ma couleur préférée

Le vert, la couleur de l'espoir.

La fleur que j'aime

Le lilas (à ce propos mobilisons-nous pour la maternité du même nom !).

Mes auteurs favoris en prose

Il y en a beaucoup. Celui qui me vient en tête parce que je suis en train de lire un de ses bouquins : Gérard Mordillat.

Mes héros dans la fiction

Plutôt des héros de BD et de films, que des héros de romans.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Idem.

Mes héros dans la vie réelle

Ça peut paraître bateau, mais je dirais tous les résistantes et résistants dans le monde qui ont risqué leur vie et parfois l'ont perdue, pour la démocratie. Je les admire, parce que je ne sais pas si j'en serais capable.

Mes héroïnes de l'histoire

Voir ma réponse ci-dessus.

Ce que je déteste par-dessus tout

L'égoïsme.

Personnages historiques que je méprise le plus

Que des hommes... mais comme dit Renaud, « à part peut-être Madame Thatcher ».

La réforme que j'estime le plus

Dernièrement, celle des 35 heures.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Les maladresses et les étourderies, car j'en fais souvent !

Ma devise

L'espérance fait vivre (Gramsci).

Mon état d'esprit actuel

Comme le dit la chanson : on lâche rien, on lâche rien, on lâche rien....

À QUOI SERVENT LES FRONDEURS ?

Le PS est traversé par un mouvement sans précédent de contestation de la politique menée en son nom. Parmi ses députés, les «frondeurs» incarnent ce mécontentement, en appelant à changer de cap politique. Ils et elles ont lancé un club : *Vive la gauche !*, regroupant des profils et sensibilités diverses, de Laurent Baurel à Pouria Amirshahi, de Jean-Marc Germain à Jérôme Guedj, d'Emmanuel Maurel à Fanelli Carrey-Conte. Même s'ils n'ont pas de leader reconnu et de projet alternatif unifié, ils posent un jalon, celui du refus face à une politique tournant le dos aux valeurs historiques de la gauche et menant le pays dans le mur.

Espérant rassembler des franges élargies de députés pour voter contre la confiance au deuxième gouvernement de Manuel Valls, les frondeurs ont choisi l'abstention collective. Seule une petite trentaine de députés a finalement franchi le Rubicon, soit environ 10% du groupe. So what ? Le gouvernement a obtenu la confiance de l'Assemblée et pu réaffirmer son orientation visant à frapper « plus vite, plus fort ». Et les frondeurs sont maintenant face à un enjeu de taille : celui de convaincre de leur utilité. À quoi servent les frondeurs ? C'est la question que nous avons posée aux responsables de l'autre gauche. Après la réponse de la députée frondeuse Barbara Romagnan, vous trouverez les contributions d'Éric Coquerel du Parti de gauche, Olivier Dartigolles du PCF, Pierre-François Grond d'Ensemble, Sandra Demarcq du NPA et Elise Lowy de EE-LV. Un tour d'horizon pour contribuer au débat sur la perspective à gauche.

« Notre démarche consiste à porter de l'espoir à gauche »

Barbara Romagnan
Frondeuse du PS



Nos prises de positions expriment avant tout nos convictions, plus qu'une stratégie politique élaborée. Voici comment nous essayons d'être utiles.

Notre objectif est de peser le plus possible dans le cadre de la majorité, car nous souhaitons que la gauche réussisse. Autrement dit, que son passage au pouvoir soit utile à celles et ceux qui l'ont portée. Il reste deux ans jusqu'à 2017. Il n'est pas écrit que ce temps sera perdu. Notre rôle de parlementaires est de faire des propositions précises, comme nous l'avons fait et comme nous continuerons à le faire dans les prochains débats budgétaires, afin d'infléchir des orientations que nous jugeons injustes, inadaptées pour créer de l'emploi et relancer l'économie française, et coûteuses pour les finances publiques. On peut penser que la pression que nous avons exercée a permis d'éviter certains reculs. La mise en place du plan pauvreté n'a pas été retardée, les retraités les plus modestes, qui sont d'abord des femmes, ont été partiellement épargnés des mesures de gels prévues. Ce sont certes de maigres résultats, mais ils existent grâce à notre intervention.

Une autre dimension de notre démarche consiste à porter de l'espoir à gauche : ne pas subir les événements et essayer de créer les conditions d'une démarche commune rassemblant la gauche sociale et écologiste. En effet, nous croyons que seule l'union de toutes

« Notre démarche s'adresse à nos dirigeants, qui semblent avoir oublié leurs engagements et leurs électeurs »

les forces de gauche permettra une victoire durable. C'est sur la base de ces valeurs et propositions communes que la gauche l'a emporté en 2012. C'est sur cette base que les citoyens et les partis de gauche ont voté pour François Hollande au second tour de la présidentielle et pour la majorité présidentielle aux législatives. Notre démarche s'adresse donc à nos dirigeants, qui semblent avoir oublié leurs engagements et leurs électeurs, ce qui discrédite la parole politique et affaiblit la démocratie.

« Quand la gauche de gouvernement perd et s'écroule, c'est toute la gauche sociale et écologiste qui s'effondre »

Elle s'adresse aussi à nos camarades des autres formations de la gauche qui, bien que légitimement déçus, voire révoltés, par les choix politiques du gouvernement et de la majorité parlementaire, envisageraient une possible recomposition faisant l'impasse sur les socialistes. Je ne crois pas que nous puissions prendre des chemins séparés. Personne ne gagnera sans les autres. Même malade, le PS exprime, au-delà de ses dirigeants, la force d'une tradition politique centrale

qui a apporté les avancées sociales les plus importantes de notre pays. Notons que la crise que nous traversons met à mal l'ensemble des forces politiques de gauche : celles qui gouvernent, mais aussi celles qui veulent construire une alternative de gauche. Quand la gauche de gouvernement perd et s'écroule, c'est toute la gauche sociale et écologiste qui s'effondre et c'est le FN, et plus encore l'abstention, qui montent.

Aujourd'hui, il y a urgence. Les valeurs de solidarité, de tolérance, d'égalité régressent dans notre pays et dans le monde. Le défi et les enjeux actuels dépassent très largement le positionnement de nos organisations respectives. On ne s'opposera pas à cette spirale mortifère par l'incantation ou par le retour nostalgique aux recettes des Trente glorieuses. Dans la mutation actuelle, nous devons construire une réponse commune au triple défi social, écologique et démocratique. Cela passe par l'invention d'un imaginaire, d'un horizon désirable. Nous entendons contribuer, à notre place, avec d'autres et à l'écoute des nombreuses innovations et projets issus de la société civile, à l'émergence d'un projet qui permette une société où chacun peut trouver sa place.

● BARBARA ROMAGNAN

« Je ne crois pas à un changement interne du PS »

Eric Coquerel
Parti de Gauche



Quelle est l'utilité des frondeurs ? Au moment de la fête de l'Humanité, à quelques jours du vote de confiance, j'avais twitté : « Frondeurs ils sont utiles, boudeurs ils ne servent à rien ». Cette boutade résumait bien notre pensée d'alors : en votant contre la confiance, les dissidents de la majorité avaient les moyens de battre la politique du gouvernement Valls II, en s'abstenant ils envoyait une nouvelle semonce à blanc lui permettant de sévir encore. C'est évidemment ce qui s'est passé. Même si pour le coup, on ne boude pas la satisfaction de voir Manuel Valls dépourvu de majorité absolue.

Pourquoi les vingt-huit abstentionnistes socialistes – je m'en tiens en effet ici à la question de Regards sur les seuls frondeurs du PS – n'ont pas été plus loin ? Certains, les plus à gauche, que l'on retrouve parmi ceux qui s'étaient déjà abstenus lors du premier vote de confiance, expliquent en privé qu'un vote contre, parce que rassemblant moins de députés qu'une abstention collective, aurait au final affaibli leur

« Si nous avons une chance de présenter une alternative gagnante, c'est en rompant clairement avec les partis du système libéral, dont le PS. »

combat. Il est vrai que les frondeurs sont divers, entre une aile gauche que l'on qualifiera d'antilibérale et ceux qui prônent finalement une austérité un peu plus soft que la politique bulldozer du gouvernement en la matière. Pour autant, je pense que la raison première est plus simple : au moment décisif, aucun n'a voulu franchir le Rubicon en apparaissant comme des opposants au gouvernement.

« Ils ont laissé passer leur chance le 9 septembre, alors qu'ils tenaient Manuel Valls »

Un qui n'a pas la main qui tremble, c'est Manuel Valls. Le 30 septembre, il passait commande à Bruno Leroux de retirer sept frondeurs de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Une première dans une majorité. Voilà la démonstration brutale que ce pouvoir n'est prêt à aucun compromis et qu'il a la rancune tenace. Après le renvoi d'Arnaud Montebourg et Benoît Hamon du gouvernement, le couple exécutif confirme qu'il ne tolére-

ra plus de voir une tête dépasser. Ces socialistes-là ne rentrent pas dans le plan de bataille de l'Élysée et de Matignon. Ils ont laissé passer leur chance le 9 septembre alors qu'ils tenaient Manuel Valls, ce dernier ne compte pas leur en laisser une seconde. Alors, maintenant, à quoi peuvent-ils être utiles ?

Inversons la question : à quoi déjà ne le sont-ils pas ? Ils ne sont pas utiles s'ils veulent transformer la gauche d'opposition en moyen de pression extérieure pour recomposer le PS. Je sais bien que certains d'entre eux y pensent, dans l'espoir de déboucher sur une candidature plus présentable que celle de Hollande en 2017. Soyons clair : ce n'est pas notre affaire. Je ne crois pas en effet à un changement interne du PS ayant pour effet de donner la main à sa gauche. Rappelons, par exemple, que le programme de Martine Aubry n'affichait que des différences cosmétiques avec celui de Hollande lors des primaires socialistes. Il n'est donc pas question de travailler à un scénario qui, d'une part, reviendrait à laisser une

position centrale à des sociaux-libéraux pourtant très affaiblis et, d'autre part, qui nous laisserait dans l'attente jusqu'au prochain congrès du PS. Si nous avons une chance de présenter une alternative gagnante, c'est en rompant clairement avec les partis du système libéral, dont le PS.

« Passer de l'autre côté de la barricade »

Alors, pour finir, les frondeurs ont-il une utilité ? Oui, en passant de l'autre côté de la barricade, du côté de l'opposition à la politique de François Hollande. Dans ce cas, ils pourraient constituer un renfort appréciable. Ce qui reviendrait à oublier d'inutiles jeux tactiques internes au PS. À court terme, qu'ils votent contre le budget comme les parlementaires FDG et Nouvelle donne, même s'ils sont moins nombreux à le faire qu'en s'abstenant, qu'ils contribuent à une mobilisation sociale et citoyenne contre la politique du gouvernement et le budget, justement en

manifestant avec toutes les forces qui s'y préparent à mi-mandat.

Je trouverai également positif qu'ils s'engagent, comme nous, dans la construction d'un Mouvement pour la VIe République et une assemblée constituante qui se veut une alternative par et pour la souveraineté du peuple. Comme on le voit, nous restons ouverts à leur évolution même si nous constatons qu'à quelques exceptions notables, beaucoup d'entre eux, à l'inverse, font le tri dans le Front de gauche, construisant ainsi un cordon sanitaire autour de plusieurs de ses composantes, dont principalement le Parti de gauche. En réalité, cela nous inquiète davantage en tant que révélateur de leurs objectifs que parce que nous manquerions des événements que nous ne considérons pas comme centraux dans la période. Car si nous restons ouverts à l'évolution des dissidents socialistes, on a aussi compris qu'il est hors de question que la construction de l'alternative en dépende.  ERIC COQUEREL

« Avec les frondeurs, il y aura du débat, des convergences et des désaccords »

Olivier Dartigolles
PCF



I faut débattre et échanger avec les frondeurs du PS comme avec toutes les femmes et les hommes qui jugent, aujourd’hui, que la politique gouvernementale mène au désastre. L’échec de cette politique nourrit certes un niveau inégalé de défiance, mais pas uniquement. Ce qui progresse aussi, alors que Hollande, Valls et la direction du PS ont tout fait pour qu’il n’en soit pas ainsi, c’est le nombre de forces politiques, sociales et associatives, de personnalités progressistes qui se disent : « Il y a autre chose à faire à gauche que l’austérité. »

Il nous faut en discuter publiquement car ce processus de débat sur des questions précises, sur la caractérisation de la crise et des solutions de gauche, est en lui-même une donnée de l’espérance à construire pour une alternative de gauche. Nous avons commencé à le faire avec le Front de gauche, mais pas à un niveau suffisant.

« Élever le niveau de riposte au gouvernement »

La question n’est pas de plus ou moins croire dans la détermination des frondeurs. Ils sont divers. Ils n’ont pas tous les mêmes objectifs. Le fait politique nouveau, avec la nomination de Valls à Matignon, est que des parlementaires du groupe PS ne votent pas la confiance en une politique dont ils dénoncent l’injustice et l’inefficacité. Iront-ils plus loin que l’abstention lors du vote des deux prochains textes budgétaires où sont inscrits 21 milliards de saignée dans la dépense publique et sociale ? Travaillons des amendements convergents sur le budget 2015 et le projet de loi de financement de la Sécu.

Un mouvement est engagé. Il va connaître des étapes et très certainement des rythmes différents – il faut l’accepter –, selon les questions en débat mais aussi les lieux où nous proposons de construire une alternative de gauche. Il nous faut à la fois éléver le niveau de riposte au gouvernement et soutenir plus fortement les luttes en cours,

« Le fait politique nouveau est que des parlementaires du groupe PS ne votent pas la confiance en une politique dont ils dénoncent l'injustice et l'inefficacité. »

tout en mettant le plus grand nombre possible de personnes en mouvement sur la construction de réponses de gauche. Quelle relance sociale contre l'austérité ? Comment reconstruire des repères forts pour une société d'égalité, de liberté et de fraternité ? Parlons des grands axes d'une autre politique économique et sociale sans laisser à la droite le terrain des droits pour les individus et les familles. Parlons aussi des enjeux internationaux qui pèsent très lourdement.

Il nous faut débattre et agir. C'est l'appel lancé par Pierre Laurent à la Fête de l'Humanité. Entrons en dialogue, mettons-nous au travail, en action sous toutes les formes possibles, dans tout le pays, à tous les niveaux, pour décider la politique de gauche que nous voulons faire gagner.

« L'essentiel est de construire, pas à pas, une alternative de gauche »

EELV n'est plus au gouvernement. Des élus et militants socialistes nous disent, à l'échelle des territoires, leur éccœurement qui est aussi celui des dix millions de personnes qui ont voté pour François Hollande au premier tour de l'élec-

tion présidentielle. Comment leur parler ? D'abord en commençant par les écouter ! Ils n'ont que faire de nos éventuelles critiques sur la plus ou moins grande détermination des frondeurs à l'Assemblée. Ce n'est pas leur préoccupation première. Avant de savoir si Hollande peut durer jusqu'en 2017, ils se demandent comment arriver à la fin du mois. Le fait que des forces de gauche puissent se parler, échanger, inscrire des rendez-vous à l'agenda, dire ensemble qu'il n'y a aucune fatalité aux immenses gâchis provoqués par cette politique désastreuse, qu'une autre direction peut être prise, est quelque chose de tout simplement positif dans un climat général qui ne l'est guère. Avec les frondeurs socialistes, il y aura du débat – c'est déjà le cas –, des convergences et des désaccords. L'essentiel est de construire, pas à pas, une alternative de gauche. Des mécanismes très dangereux, qui se mettent en place avec une accélération au cours des derniers jours – tant du côté du gouvernement que de la droite – font courir le risque de l'élimination d'une véritable alternative de gauche. Des potentiels importants existent pour qu'il n'en soit pas ainsi, mais il ne faut pas perdre de temps.  OLIVIER DARTIGOLLES

« Tout ce qui suscite l'envie du sursaut est éminemment positif »

**Pierre-François Grond
Ensemble**



Le surgissement des frondeurs sur la scène politique est une bonne nouvelle. Parce qu'une bouffée d'oxygène, dans ces temps mortifères pour la gauche, produit le plus grand bien à celles et ceux qui ne résignent ni à la montée du Front national, ni au retour de la droite, ni à la mutation du socialisme français en force libérale-démocrate. En contestant la politique économique et sociale du gouvernement, ils pointent des problèmes décisifs au sein même de la majorité gouvernementale et du parti qui domine la gauche depuis près de quarante ans. La conversion par les actes et par les mots de l'équipe actuelle au pouvoir – soutenue par une majorité relative de députés du PS et par la direction non élue de celui-ci – aux dogmes libéraux du MEDEF, austéritaires et présidentialistes à outrance, plonge ce que l'on appelait autrefois le peuple de gauche dans une désespérance profonde. Qui se manifeste par une abstention massive et une absence, pour l'heure, de mobilisations. Dès lors, tout ce qui suscite l'envie du sursaut est éminemment positif car ouvre des perspectives d'alternative. Mais également provoque questions et débats.

« Sur quel contenu, quelle alliance, construire une alternative pour aujourd’hui et pour 2017 ? »

La sortie d'EELV du gouvernement, l'éruption après les municipales des «frondeurs», la disponibilité de secteurs du mouvement social, syndical ou associatif, la volonté du Front de gauche de construire un rassemblement plus large créent une nouvelle situation. Et posent inévitablement des questions de positionnement vis-à-vis du gouvernement, de contenu programmatique d'une alternative, et de formes participatives et actives d'une construction qui ne doit pas se réduire à un cartel de partis politiques constitués. Cette perspective mérite bien évidemment d'être vérifiée, car elle implique de se positionner clairement en opposition du gouvernement – au risque, sinon, d'être confondu en dernier ressort avec celui-ci.

S'il ne s'agit pas, en revendiquant une dissolution institutionnelle, de permettre le retour de la droite accompagnée de l'entrée de députés FN, laisser Valls et Hollande gouverner et appliquer leur politique pendant deux ans et demi revient à constater lucidement l'incendie sans de donner les moyens de l'éteindre. Vo-

« Laisser Valls et Hollande gouverner revient à constater lucidement l'incendie sans de donner les moyens de l'éteindre. »

ter contre le budget et l'austérité, exiger un retour au peuple sous la forme d'un référendum, ouvrir les perspectives d'un processus constituant pour la VIe république, élire les députés à la proportionnelle, telles pourraient être les parades permettant d'offrir une alternative de gauche au gouvernement sans servir les appétits de la droite.

Une deuxième question serait alors posée aux «frondeurs» : sur quel contenu, quelle alliance, construire une alternative pour aujourd’hui et pour 2017 ? Réduire celle-ci à un renversement de majorité du Parti socialiste dans un congrès en 2016 apparaîtrait comme un renoncement à prendre à bras le corps la signification profonde de ce que nous dit la nomination de Valls à Matignon. Comment faire ? Des assises, des rencontres, discuter et agir vite ensemble ; telles sont les propositions en direction des frondeurs de ceux et celles qui ne se résignent pas à la catastrophe annoncée. ● PIERRE-FRANÇOIS GROND

« Quand on s'oppose, on vote clairement contre »

Sandra Demarcq NPA



Pour la première fois dans l'histoire politique de la Ve République, des députéEs de la majorité ont osé s'abstenir sur le vote de confiance. De plus, il est aussi rare que l'on entende des députés de la majorité critiquer aussi fort les choix économiques trop pro-Medef du gouvernement, laissant penser à certains que l'on assisterait, à travers les «frondeurs», à une véritable opposition au sein de la majorité. En réalité, ils et elles sont à la fois l'expression d'une crainte d'une partie de l'appareil du PS face aux effets de la crise politique majeure que nous connaissons, et la réfraction du mécontentement populaire à gauche. Ils peuvent être l'un des éléments d'une majorité alternative – si une partie du PS veut sauver les meubles – ce qui ne veut pas dire d'une politique alternative.

« L'ancre libéral pèse sur tout le Parti socialiste »

En effet, pour ces «frondeurs», certains votes importants n'ont, semble-t-il, pas été considérés comme posant problème avec le gouvernement, comme celui sur la réforme ferroviaire ou sur le projet de loi de finances rectificative. Ainsi, au moment même, où avait lieu une grève des cheminotEs de dix jours contre cette réforme, où le gouvernement s'acharna contre les grévistes, la majorité socialiste a retrouvé sa belle unité et a voté très majoritairement pour. Quelques jours plus tard, l'Assemblée nationale a adopté la loi de finances rec-

« Tous, en votant ou au mieux en s'abstenant, ont accepté les politiques d'austérité de ce gouvernement. »

tificative pour 2014 qui mettait en place la première partie du Pacte de responsabilité. Et encore une fois les «frondeurs», alors qu'ils avaient pendant plusieurs jours vivement critiqué les cadeaux fiscaux aux entreprises, ont apporté leur soutien au gouvernement.

Au regard de leurs actes, on voit donc que l'ancrage libéral pèse sur tout le Parti socialiste. Tous, en votant ou au mieux en s'abstenant, ont ainsi accepté les politiques d'austérité de ce gouvernement qui a adopté la ligne du Pacte de responsabilité, et il n'y a, à ce jour, aucune rupture avec ce gouvernement et encore moins avec le Parti socialiste. Christian Paul, un de leur porte-parole, l'admettait récemment dans un entretien au Monde : « Il n'y a pas de fracture radicale au sein du PS », et c'est bien pour cela qu'ils s'abstiennent.

« La crise politique et sociale mérite une réponse à la hauteur des enjeux »

À quoi servent ces «frondeurs» aujourd'hui ? Incontestablement à montrer que la politique pro-Medef de Hollande-Valls n'est pas unanime, voire pas majoritaire, dans le PS. Mais leurs hésitations, leurs reculs, témoignent qu'ils ne sont pas prêts à rompre avec l'orientation social-libérale. À quoi serviront-ils demain ? Cela dépendra de la politique

qu'ils mèneront et des luttes sociales et politiques dans le pays. S'ils continuent à s'abstenir, ils ne serviront qu'à témoigner un mécontentement, et laisseront la politique libérale s'appliquer contre la population, ouvrant la voie au retour de la droite, voire à l'extrême droite.

Dans quelques semaines aura lieu le vote du budget avec, nous le souhaitons, une grande manifestation de l'opposition de gauche. Nous verrons à ce moment-là s'ils votent contre ce budget d'austérité (car quand on s'oppose, on vote clairement contre...) et s'ils sont prêts à descendre dans la rue avec la gauche sociale et politique qui refuse la politique de ce gouvernement PS-Medef. Le suivi vis-à-vis de ces parlementaires abstentionnistes ne peut constituer une alternative. C'est malheureusement ce que tente éperdument de faire la direction du PCF, à la recherche d'une nouvelle «Union de la gauche». La crise politique et sociale mérite une réponse à la hauteur des enjeux, et cela ne peut être une simple «recomposition» parlementaire, une «nouvelle majorité alternative» rose-rouge-vert.

D'où la nécessité pour la gauche de la gauche de ne pas se faire d'illusions sur la possibilité d'une majorité parlementaire alternative, de ne pas courir derrière les «frondeurs», mais de travailler vraiment à construire, dans l'unité, une opposition de gauche. **● SANDRA DEMARQ**

« Leur prise de distance ne peut suffire pour une alternative viable »

Élise Lowy
EELV



Les Frondeurs sont avant tout un symptôme. Celui de la dérive et de l'enlisement gouvernemental dans une ligne libérale-productiviste. Mais celui, surtout, de la réalité d'une politique menée en contradiction totale avec les promesses de campagne de 2012, alimentant le désenchantement politique et faisant le lit de l'extrême droite. Les sanctions dont certains d'entre eux ont fait l'objet ont une nouvelle fois confirmé l'aveuglement des pouvoirs en place quant à la gravité de la situation politique. Cela a souligné combien l'appareil socialiste actuel n'est plus à même de répondre aux enjeux posés par la nouvelle ère dans laquelle nous sommes entrés. Se demander à quoi servent les frondeurs, c'est d'abord se demander de qui il est question précisément, tant leurs votes ont pu être différents à l'Assemblée nationale, illustrant parfaitement la vraie question qui se cache derrière ces votes à géométrie variable : jusqu'où sont-ils prêts à aller réellement en termes de rupture avec la ligne majoritaire actuelle ?

« Un dépassement des clivages partisans actuels obsolètes »

Car l'impérieuse nécessité d'agir pour construire une alternative écologiste et sociale passe nécessairement par une convergence des forces citoyennes, sociales et politiques, par un dépassement des clivages partisans actuels obsolètes. En ce sens, on ne peut que se réjouir de la prise de distance de ces socialistes avec ceux qui étaient censés les représenter au plus haut niveau de l'État. Mais cela ne peut suffire pour une alternative viable. Celle-ci doit passer par un projet alternatif cohérent, construit avec les citoyen-ne-s et la société civile, ainsi qu'intégrant pleinement, en de début du 21e siècle, le paradigme écologiste, loin de la vieille gauche productiviste qui n'a pas rompu avec le dogme de la croissance et de la technoscience.

Comme l'écrivait André Gorz dans *Leur écologie et la nôtre*, il s'agit bien d'affirmer : « Pour rompre avec l'idéologie de la croissance : seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être

« Jusqu'où sont-ils prêts à aller réellement en termes de rupture avec la ligne majoritaire actuelle ? »

produit ce qui ne priviliege ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres. »  **ELISE LOWY**

Dialogues à distance entre les gauches du PS

Trois courants de la gauche du PS ont tenu leurs universités de rentrée. Les proches de Maurel, Hamon et Montebourg ont posé les mêmes questions et esquissé des pistes similaires... qui convergent avec celles des dirigeants du PCF et d'EELV présents.

Aux environs de 15 heures, ce samedi 4 octobre, la 6e République est au cœur des débats au domaine de Bierville (Essonne), au Vieux-Boucau (Landes) et à Laudun-l'Ardoise (Gard). Ces trois lieux abritent respectivement les universités de rentrée de Maintenant la Gauche, Un monde d'avance et celle des amis d'Arnaud Montebourg. Les trois courants de gauche du Parti socialiste se sont réunis chacun de leur côté mais ont évoqué les mêmes questions, ou presque. Le rassemblement des gauches, la construction d'une politique alternative à celle de «l'offre», la feuille de route du gouvernement, l'exigence d'un « congrès de clarification » ont été au centre des préoccupations.

Tribunes communes, mais éloignées

Pour Maintenant la gauche (MLG) et Un monde d'avance (UMA), ces discussions ont été également marquées par un va-et-vient d'intervenants. La députée frondeuse Fanélie Carrey-Conte, membre d'UMA, intervient le samedi matin dans un débat organisé en Essonne, puis prend l'avion en compagnie de la sénatrice Marie-Noëlle Lienneman, membre de MLG, pour une table ronde dans les Landes l'après-midi. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, est le grand témoin de la matinée du samedi chez Maintenant la gauche et fait tribune commune avec Cécile Duflot, Benoît Hamon et Henri

Emmanuelli dans le cadre du meeting de clôture des universités de rentrée d'UMA.

Ce ballet d'intervenants et ce chassé-croisé de questionnements laissent à certains un goût amer. En Essonne, Gérard Filoche tonne : « Rappelons-nous bien que si Tony Blair l'a emporté au sein du Labour Party, c'est aussi parce que ses opposants se réunissaient chacun de leur côté, à mille kilomètres de distance. » Fanélie

Carrey-Conte préfère relativiser « les problèmes de réservation de salle ». « Le plus important reste ce que nous disons, ensemble, dans nos universités de rentrée, à l'Assemblée mais aussi au sein du Parti socialiste », explique l'animatrice du collectif Vive la gauche. Et, tant du côté de MLG que d'UMA, c'est la tenue d'un « congrès de clarification » qui devient la perspective d'action immédiate.

Ne pas livrer le PS aux sociaux-libéraux
Les contradictions entre le programme du candidat Hollande et la pratique gouvernementale ont semé le trouble parmi les militants qui se reconnaissent dans la gauche du PS. Anne-Marie, membre du secrétariat fédéral dans le Val-de-Marne, se demande « jusqu'à quand [elle] pourra rester au PS ». Valérie, secrétaire de section et élue

municipale d'opposition en Seine-Saint-Denis, déplore « l'impossibilité d'en débattre dans nos instances ». Sébastien, secrétaire de section à Persan dans le Val-d'Oise, relève : « Notre présence empêche la clarification sur une ligne libérale, telle que la souhaitent un certain nombre de hiérarques du PS. » Le refus de « livrer notre parti aux sociaux-libéraux », selon les propos de Valérie, est transversal à tous ces courants.

Dans leurs universités de rentrée, leurs membres écoutent les intervenants issus d'autres formations politiques comme le PCF, Europe Ecologie-les Verts mais aussi, en Essonne, Raquel Garrido du Parti de gauche et Christian Picquet, de la Gauche unitaire, sur la 6e République. Ou encore des animateurs du mouvement social et des économistes critiques. Comme au Vieux-Boucau ou dans le Gard, les propos les plus virulents à l'encontre de la politique gouvernementale sont souvent les plus applaudis. À distance, Arnaud Montebourg résume l'état d'esprit des gauches du PS : « Le choix fondamental de notre gouvernement a été d'abord de rétablir les équilibres financiers des budgets publics. Cela est devenu une obsession, une obstination, une croyance, un culte obsessionnel

qui subordonne l'ensemble des autres objectifs. Ce seul objectif, devenu le plus important du quinquennat, est en train de devenir l'erreur fondamentale de ce quinquennat. »

« Construire les convergences politiques »

« Ça fait du bien de voir que nous ne sommes pas les seuls à penser qu'une autre politique est nécessaire », soupire ce jeune militant de Maintenant la gauche, entre deux portes. Les convergences se font jour tant sur le contenu que sur la méthode. Emmauelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV, grande témoin de l'après-midi au domaine de Bierville, « refuse les constructions d'appareil » au profit d'un « dialogue renforcé sur nos propositions ». Un écho aux propos tenus quelques heures plus tôt par Pierre Laurent : « Saisissons toutes les opportunités pour construire ensemble les convergences politiques, c'est cela l'urgence du moment. »

Pour Benoît Hamon, chef de file d'Un monde d'avance, les questions « se posent de la même manière que l'on soit écologiste, communiste, ou socialiste. Le rassemblement de la gauche est le seul qui permette à l'électeur de gauche d'espérer, demain, à nouveau ». Emmanuel Maurel, son homologue de Maintenant la gauche, entend, lui, trouver les moments qui permettront la mobilisation autour d'un ou deux points très concrets de l'ensemble des gauches qui refusent l'austérité. Il en va, selon lui, « de la réussite de la

« Si Tony Blair l'a emporté au sein du Labour, c'est aussi parce que ses opposants se réunissaient chacun de leur côté, à mille kilomètres de distance. »

Gérard Filoche

gauche dans ce quinquennat ». De Bierville à Laudun-l'Ardoise, nul ne se résout à un scénario qui serait écrit d'avance : un duel UMP-FN au second tour de l'élection présidentielle, une éventualité pourtant dans toutes les têtes. Encore une fois, avec son sens de la formule, c'est Arnaud Montebourg, depuis le Gard, qui résume la volonté générale : « Il y a d'un côté une certaine gauche qui disparaît, pendant qu'une autre est déjà en train de vivre de survivre et de préparer l'avenir. Il reste à la mettre au pouvoir. »

● **NATHANAËL UHL**

La cartographie des inégalités

La parution de l'Atlas des inégalités du démographe Hervé Le Bras aux éditions Autrement tombe à point nommé. Sous-titré *Les Français face à la crise* ce livre s'inscrit dans le travail au long cours de l'auteur et poursuit la réflexion du *Mystère français* paru en 2013 et co-écrit avec Emmanuel Todd.

Une cartographie des inégalités

Dresser la carte des inégalités pour un pays comme la France suppose de croiser des champs d'étude extrêmement différents : anthropologiques, historiques, économiques, sociologiques. Ces inégalités sont donc multiples et peuvent se combiner ou se compenser. Pour dresser un panorama d'ensemble, l'Atlas des inégalités est donc divisé en quatre parties : un portrait de la population française (mortalité, fécondité, densité), une étude de l'inégalité territoriale (chômage, éducation, revenus), les facteurs de l'exclusion et enfin la géographie du vote.

Dans son introduction, Hervé Le Bras rappelle que l'inégalité doit être pensée et étudiée comme un système

de causes : « Ses différents aspects s'entraînant les uns les autres, elle crée de fortes différences locales : la faible éducation favorise le chômage, qui rend plus probable l'éclatement des familles qui est source de pauvreté, qui à son tour reproduit la faible éducation, etc ». Avec l'offensive néo-libérale, la société tend, de plus en plus, à se séparer en deux monde séparés, presque étanches en ce qui concerne les revenus comme la localisation.

Une double inégalité dans la répartition des revenus

La première inégalité dans la répartition des revenus est celle qui oppose les zones urbaines aux zones rurales. Cette réalité n'est guère nouvelle, mais l'intensité du déséquilibre apparaît saisissante.

La carte du revenu médian par individu, réalisée canton par canton, recrée presque intégralement le tissu urbain de la France. Chaque métropole, mais aussi chaque ville moyenne, se dégage comme une zone plus prospère : le revenu moyen des campagnes s'établit à 66% de celui des villes. Cette situation est le produit d'une ségrégation socio-spatiale : concentration des cadres supérieurs dans les métropoles et à l'inverse forte présence des classes populaires en zones rurales. A noter que pour la population ouvrière, ce sont les moins qualifiés qui habitent dans les agglomérations urbaines. L'explication tient à la nature de l'activité des ouvriers, plus souvent industrielle dans les zones rurales et plus souvent les services et l'administration dans les zones urbaines, où les tâches d'entretien et de gardienage demandent peu de compétences. A l'inégalité ville/campagne, vient s'ajouter une forte inégalité entre les territoires. Le revenu annuel en dessous duquel on trouve 10% de la population (en unité de consommation) varie de 4000 à 12 000 € suivant les régions : un écart énorme de un à trois. Le Nord-Pas de Calais, des Ardennes à la baie de Somme, la frange méditerranéenne et tout particulièrement le Languedoc ont des revenus de 4000 à 5500

euros pour le décile le plus pauvre. A l'inverse, le bassin parisien, l'arc atlantique, Rhône-Alpes ont des revenus de 12 000 euros pour ce même décile. Mais Hervé Le Bras s'est livré à une autre étude en mesurant le ratio entre les revenus du 8ème décile avec ceux du deuxième, obtenant ainsi une carte des inégalités par canton. Ce rapport est voisin de 2 dans l'Ouest mais s'établit à plus de 3,5 dans le Languedoc et dans le Nord de la France.

Inégalité et vote d'extrême-droite

Nul besoin d'être un expert de la carte électorale française pour relever que les grandes régions inégalitaires du point de vue des revenus se superposent largement avec la force du vote Front National. Mais la seule dimension des revenus ne peut totalement expliquer les résultats électoraux. Après tout, au sein des villes il existe aussi une énorme inégalité, on sait pourtant que le score du FN décroît à mesure qu'on se rapproche du centre des grandes métropoles. Hervé Le Bras s'est donc attelé à construire une carte qui synthétise les inégalités. En cumulant cinq types d'inégalités : éducatives, emploi des jeunes, familiales, pauvreté et enfin revenu, il obtient une carte canton par canton (et par

département) qui brosse l'indice d'inégalité globale de la France. Le résultat est assez impressionnant tant la corrélation avec les zones de force du vote frontiste est forte.

Et maintenant ?

Doté de 120 cartes et infographies, cet ouvrage court mais dense dresse un tableau sans concession de la France contemporaine minée par de multiples inégalités. Reste que le constat étant posé, il convient d'apporter les réponses à une telle situation. Nul doute que les politiques à l'œuvre, de réduction de la dépense publique et la réforme territoriale vont amplifier des déséquilibres qui menacent pourtant la cohésion même de la société française. La crise génère en effet ce qu'on pourrait appeler un endurcissement de la société. Selon une étude du Credoc (ici), 64% des français pensent que s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs retrouveraient un emploi. Ils sont même 76% à penser qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire. Articuler propositions immédiates et mesures de plus long terme est, plus que jamais, un enjeu majeur pour toutes celles et tous ceux qui continuent à porter un projet d'émancipation sociale.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

**Chaque métropole,
mais aussi chaque ville
moyenne, se dégage
comme une zone plus
prospère**



Edwy Plenel Pour les musulmans

La Découverte

Plaidoyer antiraciste

Edwy Plenel a le vent en poupe. Le journaliste en a profité pour poser un acte politique. C'est un court essai sous forme de plaidoyer : Pour les musulmans. Le titre fait référence à un article d'Emile Zola, paru dans *Le Figaro* en 1896, intitulé Pour les Juifs. Plenel offre un réquisitoire contre le discours dominant contre les musulmans, qui pourrait se résumer en une phrase : « Il y a un problème de l'islam en France ». Le directeur de *Mediapart* s'insurge : « Confondre une entière communauté – d'origine, de culture ou de croyance – avec les actes de quelques individus qui s'en réclament ou s'en prévalent, c'est faire le lit de l'injustice. Et laisser s'installer ces discours par notre silence, c'est habituer nos consciences à l'exclusion, en y installant la légitimité de la discrimination et la respectabilité de l'amalgame. » Il dénonce la banalisation du rejet des musulmans et appelle à sortir de cette obsession de l'islam qui masque la question sociale. Il le fait au nom de la France et de ses valeurs républicaines, aujourd'hui en panne. L'intérêt du livre se situe davantage dans l'énergie et la force du cri d'alerte que dans le contenu de l'argumentation. Au total, le propos est simple, efficace et sacrément bienvenu..

● CLÉMENTINE AUTAIN

ET AUSSI



Jean-Luc Mélenchon,
L'ère du peuple,
Fayard, 144 pages,
10 euros.



Ouvrage collectif coordonné
par **Roland Lombard** et
Marilyn Pacouret, *Israël-
Palestine. Le conflit dans les
manuels scolaires*, Syllepse,
89 pages, 5 euros.



**Delphine
Beauvois et Claire
Cantais**, *On n'est
pas des super
héros*, La Ville Brûle,
13 euros.



Isabelle Lorand

L'alternative politique à la trahison

L

A peine a-t-on le temps d'encaisser l'uppercut d'une trahison que le couple Hollande-Valls en ajoute une deuxième. La violence du bulldozer libéral sidère, glace, effraye, dégoute, enrage... Mais comment transformer ces sentiments en espoir sans alternative politique crédible ? Une chose est sûre, l'urgence est là. Alors, tout faire pour donner de la visibilité à un parti pris de gauche est nécessaire. Cela passe par des tribunes partagées comme à la participation à toutes les formes de résistance. Nécessaire n'est pas suffisant. Le risque est réel de se faire enfermer dans un jeu politique qui, s'il fut performant dans les années 70, n'est plus adaptée à la France d'aujourd'hui.

La moitié de l'électorat de gauche est d'accord pour aller plus loin dans les réformes de la société française sur des thèmes aussi structurants que le marché du travail, les retraites, les règles d'indemnisation du chômage... (sondage BVA, juin 2014). C'est dire si l'idéologie incarnée par le roquet de Matignon n'est pas seulement le fait de quelques caciques du Parti socialiste. Les identitaires de la gauche sont bien malades. Outre le rapport de force idéo-

logique, rien pour l'heure du côté des frondeurs ne laisse espérer une rupture à court terme. La nouvelle union de la gauche de Benoit Hamon tient plus du mirage que de l'acte politique. En outre, la crise de la politique, marquée en particulier par l'abstention massive des catégories populaires devrait nous inviter à repenser les formes, les mots, le projet, les accords... Le raz le bol, l'électricité sociale, la colère sourde ont besoin de représentation politique.

Le même sondage démontre que la moitié du peuple de gauche reste solidement ancré aux fondements de celles-ci. Quand le peuple est proche de renverser la table, changer le plan de table est un peu court. Parce qu'il est un front, le Front de gauche a les atouts pour aider à créer les ponts en diversifiant ses approches. Alors ne cherchons pas le monolithisme en son sein. Nous devons faire feu de tout bois pour produire une dynamique politique porteuse de transformation sociale. De la colère à la construction politique, nul ne détient la vérité. Sinon, la crise de la gauche de transformation ne serait pas en crise dans le monde entier. L'audace de la folle ambition partagée de construire un monde meilleur est la raison de notre Front commun. Ne le perdons jamais de vue. ●